

LE DEVOIR

Vol. LXXXVI - No 88 *

MONTREAL, LE VENDREDI 14 AVRIL 1995

65c + TPS + TVQ / Toronto 85c

PERSPECTIVES

La main de Moody's

Un éclair foudroyant fendit le ciel et, dans un bruit assourdissant, Moody's s'adressa aux Canadiens: «Pour vos péchés, soyez enterrés sous le poids de vos dettes!» Ainsi fut-il fait du peuple de Chrétien, en ce Mercredi saint de l'an d'apocalypse 1995.

Moody's a parlé: la cote de crédit du Canada vient de tomber de l'excellente position AAA au rang suivant marqué AA1. Des sept pays membres du G7, seuls le Canada et l'Italie n'ont plus droit à la première place, l'un et l'autre faisant face au même problème d'endettement excessif, sans perspective d'amélioration à moyen terme. Car pour Moody's, comme pour sa concurrente aussi influente Standard & Poor's (S&P), ce ne sont ni les mesures à court terme qui comptent, ni les budgets Martin ou Campeau 1995, mais l'horizon éloigné, sur une période de trois à cinq ans par exemple.

A la surprise générale, l'annonce de la décision de Moody's n'a pas eu l'effet désastreux auquel on s'attendait. Au contraire, le dollar canadien s'est fortement apprécié au cours des heures qui ont suivi, clôturant la journée d'hier en hausse de plus d'un demi-cent par rapport à l'ouverture des marchés le matin précédent. Quant à la valeur des obligations canadiennes à long terme, elle était aussi en hausse, résultat d'une forte demande et d'une prévision à la baisse quant à la structure des taux d'intérêt.



Jean-Robert Sansfaçon

«C'est à n'y rien comprendre!», se sont exclamés les observateurs du marché, une telle décision de la part de l'une ou l'autre des deux grandes agences de cotation du monde étant normalement susceptible de provoquer une chute de l'intérêt des investisseurs pour les titres canadiens. En fait, un bref retour en arrière nous apprend que ce ne sont pas tant les décisions formelles des agences qui influencent les marchés que les appréhensions de telles décisions à venir. Ainsi, la décade des titres québécois survenue en juin 1993, au lendemain du dernier budget pourtant très dur de Gérard D. Levesque, n'avait eu aucun effet négatif sur les titres québécois. Trois semaines plus tard, la province était même parvenue à écouler un milliard de nouvelles obligations à un taux plus avantageux qu'avant la décision de Moody's.

A l'inverse, on se souviendra qu'à la veille du budget fédéral de Paul Martin, en février dernier, la seule mise sous observation du Canada par Moody's avait entraîné une dégringolade instantanée du dollar et une hausse d'un demi-point du taux de la Banque du Canada.

Est-ce à dire que l'opinion de Moody's ou de S&P n'aurait plus la cote? Aucunement. Malgré une certaine méfiance qui a pu naître ces dernières années à la suite de mauvaises analyses (on pense à la débâcle imprévue de Maxwell ou à la déroute mexicaine), les avis préparés par les deux agences continuent d'être une référence incontournable. D'ailleurs, on n'a qu'à voir l'attention particulière accordée par nos ministres des Finances au lendemain de la lecture d'un budget pour deviner l'influence du jugement de Moody's et de S&P.

En fait, si cette influence passe parfois inaperçue (pas toujours!), c'est d'abord parce qu'elle est la plupart du temps anticipée par les marchés, comme ce fut le cas pour le Canada depuis février dernier. Le jour venu de l'annonce officielle de la décision, le marché a absorbé le choc depuis longtemps et tente désormais d'anticiper l'avenir prochain, comme c'est le cas depuis mercredi. Cela ne réduit en rien l'influence de ces agences à plus long terme. Une influence qui est prise au sérieux non seulement à cause de ses conséquences sur les taux d'intérêt payés par les gouvernements et les entreprises, mais aussi à cause du message qui est transmis. Le fait pour le Canada de perdre sa place dans le peloton de tête des pays du monde n'est-il pas aussi l'indice d'un glissement du même ordre du niveau de vie? Qui niera que l'endettement chronique des gouvernements et le poids des intérêts sont devenus l'ennemi numéro un de la hausse du revenu disponible des Canadiens et de l'amélioration de leur qualité de vie?

Quand Moody's, avant même la présentation du budget Martin, prévenait les investisseurs qu'aucune mesure budgétaire à court terme ne suffirait à faire oublier les effets sur la dette canadienne d'un éventuel ralentissement de l'économie d'ici deux ans, elle allait au delà des prévisions du ministre des Finances. Quand, toujours avant le dernier budget Martin, Moody's avertissait qu'une lutte au déficit surtout fondée sur la réduction des transferts aux provinces ne changerait rien à l'endettement global du pays, encore là, Moody's visait juste. Devant des vérités aussi simples, comment ne pas reconnaître l'évidence: à cause de son lourd endettement, le Canada est désormais tributaire de l'épargne étrangère et, de ce fait, condamné à subir longtemps les effets de la volatilité de sa monnaie, des taux d'intérêt élevés et de la stagnation du niveau de vie de ses citoyens. Moody's n'est ni dieu ni diable. Moody's vend l'âme des faibles au plus offrant.

INDEX	MÉTÉO
Agenda.....B9	Montréal
Avis publics.....A5	Nuageux avec éclaircies. 30% de possibilité d'averses.
Classées.....B8	Max: 9
Culture.....B11	Québec
Économie.....A5	Nuageux avec éclaircies. 40% de possibilité d'averses.
Éditorial.....A8	Max: 6
Le monde.....A4	Détails en A 5
Mots croisés.....B8	
Les sports.....B8	

L'ÉCONOMIE

Québec veut vérifier les livres de Laval

PAGE A 3



CULTURE

4,5 millions \$ de moins pour les musées

PAGE B 11

L'ÉCONOMIE

Les marchés font mentir Moody's

PAGE A 5



Pour «l'union sacrée» des partenaires du OUI

Yves Duhaime crée le Conseil de la souveraineté du Québec

PIERRE O'NEILL
LE DEVOIR

Confronté à l'essoufflement de la ferveur souverainiste, le camp du OUI s'enrichit d'un nouvel instrument de mobilisation, de promotion et de cohésion. L'ancien ministre péquiste Yves Duhaime présidera le Conseil de la souveraineté du Québec.

En voie de formation, le nouvel organisme, qui se veut la contrepartie du Conseil pour l'unité canadienne, s'ap-

pliquera notamment à réaliser «l'union sacrée» de tous les partenaires souverainistes, a confié hier au *Devoir* celui qui, il y a quelques semaines, refusait la présidence de l'Hydro-Québec pour consacrer ses temps libres à la campagne référendaire.

Le Conseil de la souveraineté du Québec, qui comptera une vingtaine de membres, s'efforcera de regrouper des ténors nationalistes de tous les secteurs d'activité, «une représentation des éléments dynamiques» de la société, des gens issus du monde des affaires, du milieu

syndical, de la colonie artistique, de la jeunesse étudiante et ouvrière ainsi que des associations d'aînés.

L'initiative ne vise pas à «chapeauter» les mouvements nationalistes et les organismes souverainistes déjà existants, mais plutôt à créer un lieu de cohésion et d'harmonisation, un instrument pour orchestrer la réflexion, articuler le discours souverainiste, harmoniser les efforts de promotion de la souveraineté et synchroniser l'action.

VOIR PAGE A 10: DUHAIME

L'humilité



PHOTO AP

LE PAPE Jean-Paul II a présidé hier, en la basilique Saint-Jean-de-Latran de Rome, les cérémonies du Jeudi saint. Comme l'avait fait le Christ le soir de la Cène, il a lavé, puis baisé, en signe d'humilité, les pieds de douze des prêtres qui l'assistaient.

«La vie, c'est le travail»

De plus en plus de jeunes fuient la morosité économique canadienne pour tenter leur chance à Hong-Kong

À l'aube de 1997 et de son transfert à la République de Chine populaire de Chine, Hong-Kong continue d'attirer les talents du monde entier en raison du dynamisme de son économie. Les jeunes Québécois ne font pas exception.

DANNY VEAR

CORRESPONDANT DU DEVOIR À TOKYO

Hong-Kong — Après avoir quitté leur Québec natal, ils ont atterri un beau matin entre les gratte-ciels qui entourent l'aéroport de Mau Tok et posé le pied sur le territoire du dernier joyau de la couronne britannique, Hong-Kong, sise à la frange du delta de la rivière des Perles, à l'ombre du géant chinois. Et ils s'y sont installés.

«Hong-Kong m'attirait», dit Joan Aylwin, Montréalaise de 31 ans. Après quelques années de carrière dans la publicité à Montréal, elle a voulu tenter sa chance en Asie.

«C'était un rêve. À 30 ans, c'était le temps ou jamais.» Lorsqu'elle est venue à Hong-Kong pour la première fois en 1990, elle «est tombée en amour avec la ville». « Ici j'ai retrouvé une force, une énergie que j'ai senties à New York. Hong-Kong, c'est le New York de l'Asie », dit-elle. L'an dernier, à la fin d'un contrat de six mois au Japon, elle a décidé de vivre à Hong-Kong et a fondé une entreprise.

Il y aurait une trentaine de jeunes Québécois à Hong-Kong et environ 130 familles, selon des recensements non officiels. Au cours des dernières années, ils sont venus gonfler les rangs de la communauté des «expatriés», soit 2% de la population de Hong-Kong, à majorité cantonnaise.

«Les gens sont obsédés par l'argent et les Mercedes»

Réunis pour un soir au Graffiti's, un des bars de Central District, cinq de ces jeunes Québécois en exil volontaire ont raconté leur histoire.

Âgés entre 20 et 30 ans, ils viennent de la région de Montréal et de Québec. Diplôme en poche, ils ont quitté la morosité économique canadienne pour le dynamisme de l'Asie. Et ils ne l'ont pas regretté.

Esprit pragmatique, Jean-Robert O'Farrell s'est rendu à Hong-Kong pour y trouver un emploi. «Comme tout le monde, en lisant les journaux, j'ai vite compris que l'Asie connaissait un essor économique exceptionnel. J'ai décidé de m'y rendre.» Avocat dans un grand bu-

VOIR PAGE A 10: TRAVAIL

Vingt-trois Borduas pour le MBA

Qui va payer la note?

STÉPHANE BAILLARGEON
LE DEVOIR

Le Musée des beaux-arts de Montréal a acquis 23 toiles de Paul-Émile Borduas de la fille du peintre, Renée.

Cet ensemble d'œuvres est l'un des derniers, d'une valeur inestimable, encore «disponible» sur le marché. Il comprend notamment *Composition 69*, la toute dernière toile réalisée par le peintre avant de mourir, en exil volontaire à Paris, en 1960. Une œuvre presque entièrement composée de grands aplats d'huile noire, découverte sur le chevalet du peintre, dans son atelier. Dans ce lot, on retrouve aussi des tableaux de toutes les périodes de création de Borduas depuis la fin des années trente.

La révélation de cette acquisition, tenue secrète jusqu'à maintenant, a été faite à Québec par Jacques Parizeau, devant la Commission de la culture chargée d'étudier les crédits budgétaires du ministère de la Culture et des Communications. Le «scoop» involontaire est sorti alors que le titulaire du ministère donnait des détails sur les compressions imposées au secteur muséal.

«Il est évident que la situation des acquisitions dans les musées et des grandes expositions pose actuellement problème, a dit M. Parizeau mardi soir. Le Musée de Montréal (*sic*) se débat au milieu de difficultés. Je pense par exemple à l'acquisition de la collection Borduas. On leur avait dit qu'ils auraient les montants nécessaires pour pouvoir l'assumer; ils ne les ont pas.»

Il a été impossible de connaître le montant exact de cette transaction qui a été conclue entre Renée Borduas et le Musée des beaux-arts de Montréal (MBA) à la fin de 1989. Les premiers contacts entre l'héritière du monstre sacré québécois et l'établissement de la rue Sherbrooke avaient eu lieu au moment de la grande ré-



Paul-Émile Borduas

VOIR PAGE A 10: MBA

Démissions inattendues à Radio-Québec

Trois membres du conseil abandonnent leurs postes

PAULE DES RIVIÈRES
LE DEVOIR

Nouveau coup d'éclat à Radio-Québec: trois des 15 membres du conseil d'administration, dont le président, ont remis leur démission avant-hier au premier ministre et ministre de la Culture, Jacques Parizeau. Ils ont informé le nouveau président de Radio-Québec, Jean Fortier, de leur geste hier matin.

Les trois membres sont les suivants: Pierre Lapointe, président, ainsi que Claude Beaudoin et Jean Lacouture, tous deux membres du comité exécutif du conseil d'administration, mais surtout membres du comité que le précédent gouvernement avait chargé de redéfinir la mission de Radio-Québec.

«La semaine dernière, nous avions demandé à M. Parizeau que le conseil d'administration travaille avec le comité des sages sur la redéfinition du rôle de Radio-Québec. Hier (avant-hier), il m'a dit qu'il préférerait que le comité des sages soit décisionnel. Ce qui en bout de ligne rend notre travail inutile. Nous étions là pour servir et nous n'avons plus rien à faire», affirmait, hier soir, Pierre L. Lapointe, ex-président du conseil d'administration.

Résumons la situation. Il y a quelques jours, le conseil d'administration a rendu public un plan de repositionnement de Radio-Québec, plan transmis quelques jours

VOIR PAGE A 10: CONSEIL

LE DEVOIR

ACTUALITÉS

TRAVAIL

Hong-Kong continue d'afficher un dynamisme étourdissant

SUITE DE LA PAGE 1

reau montréalais, il avait été remercié de ses fonctions en raison du contexte économique peu favorable du début des années 90 au Québec. A 26 ans, il pratique maintenant le droit commercial pour AT&T-Asia Pacific Inc., la composante asiatique du géant américain des équipements de télécommunications. Responsable de la rédaction des contrats de services de construction de réseaux, il voyage à travers l'Asie, en Nouvelle-Zélande, en Inde. Il travaille beaucoup. «Je n'aurais jamais pu faire ce que je fais ici à Montréal. En Amérique du Nord, personne ne donnerait jamais autant de responsabilités à quelqu'un de mon âge», dit-il.

En fait, tous s'accordent pour dire qu'ils acquièrent à Hong-Kong une expérience professionnelle qu'ils n'auraient pas pu acquérir dans un Québec à l'économie sclérosée.

A 23 ans, Isabel Marchand a trouvé à Hong-Kong un emploi qu'elle n'aurait jamais rêvé occuper avant bien des années à Montréal. Diplômée du Collège Lasalle en mise en marché de la mode, elle travaille depuis juin 1993 pour le groupe Esprit, région Asie. Elle s'occupe notamment de la création des collections de souliers et surveille la production manufacturière. «J'adore Hong-Kong. J'adore mon travail. Une seule chose: la qualité de vie est moindre qu'au Québec. Mais c'est un compromis que je suis prête à accepter pour le moment. J'apprends tellement ici», dit-elle.

Il est clair que les jeunes Québécois qui viennent à Hong-Kong y sont d'abord attirés par les perspectives d'emploi. En dépit des prophètes de malheur et des adeptes de la thèse du déclin de la colonie britannique après son retour sous tutelle chinoise en 1997, Hong-Kong continue d'afficher un dynamisme étourdissant en raison, notamment, de la croissance des échanges économiques avec la Chine et, plus spécialement, la province côtière du Guangdong. Avec un taux de chômage de 2 %, l'économie de Hong-Kong vit une situation de plein emploi. En conséquence, elle souffre d'un manque de main-d'œuvre, notamment d'expertise professionnelle.

A ce chapitre, les jeunes ingénieurs qui sortent de l'Université McGill ou de l'École polytechnique sont particulièrement avantagés. Hong-Kong manque d'ingénieurs.

Après un voyage de près de trois ans, Cyril Jay-Rayon, 28 ans, est arrivé à Hong-Kong presque par hasard. Dans un vieux journal trouvé dans la rue à Vancouver, il est tombé sur une petite annonce: programme d'emploi pour jeunes ingénieurs entre la Chine et la Colombie-Britannique. Diplômé de McGill, il a posé sa candidature et obtenu un emploi. Depuis 14 mois, il travaille pour une entreprise chinoise. «C'est complexe de travailler pour des Cantonnais. La langue est souvent une barrière», dit-il. Mais il s'y est fait. Il habite les Nouveaux Territoires, près de la frontière chinoise, dans un quartier de nouveaux riches cantonnais. Il dit que «Hong-Kong est un des endroits les plus libres sur terre» mais il ne sait pas s'il veut y rester. «Les gens sont obsédés par l'argent et les Mercedes», dit-il.

Ingénieure en environnement, Caroline Bellay travaille également pour une entreprise chinoise. Expérience-choc! Elle était la première Blanche sur un site de construction de la China Light & Power. En charge du respect des normes environnementales, un domaine d'expertise nouveau, elle a dû tenir tête aux «pressions» indues. «Je me suis fait tester, dit-elle, mais j'avais un travail à faire et je le fais.» Elle dit n'avoir éprouvé aucune difficulté à travailler avec des ingénieurs cantonnais. «Ce sont les Britanniques qui souvent te regardent de haut», dit-elle.

Autour d'une table du bar Graffiti's, ces jeunes Québécois partageaient un enthousiasme contagieux. Ils symbolisent un nouveau visage du Québec à l'étranger, qui longtemps s'est réduit à une présence religieuse.

Réalistes, ils ont toutefois présenté quelques mises en garde, les côtés sombres de la vie à Hong-Kong. «Il ne faut pas se leurrer: ce n'est quand même pas facile de se trouver un bon emploi à Hong-Kong. Il faut chercher. Et parfois on ne trouve pas et il faut rentrer chez soi», dit Jean-Robert O'Farrell, qui a mis quelques mois avant de se trouver un emploi.

«La vie à Hong-Kong, c'est le travail, dit Caroline Bellay. Les gens ne font que travailler, en parlent constamment. Il est difficile de s'y faire des amis. Les relations entre les gens demeurent superficielles.»

Quoique prudents, ils ne semblent pas s'inquiéter des conséquences du transfert de Hong-Kong à la Chine, le 1er juillet 1997. «Je vais être à Hong-Kong ce jour-là. Je ne veux pas manquer ça», dit Isabel Marchand.

Même s'ils se voient peu — ils travaillent trop —, ils forment une petite communauté québécoise sur le territoire britannique qui, à l'image des autres communautés étrangères, grossit ses effectifs.

Le nombre d'étrangers à Hong-Kong a presque doublé en dix ans. En dépit des retombées négatives du massacre de la place Tiananmen dans l'opinion publique mondiale et de l'hypothèque de 1997, les «non-Cantonais» étaient 368 500 en 1994, alors qu'ils n'étaient que 155 700 en 1984, selon les données du gouvernement de Hong-Kong.

En 1994, Hong-Kong comptait 24 700 Canadiens, 23 700 Britanniques, 29 900 Américains et 17 600 Japonais. Dans tous les cas, le nombre des membres des communautés présentes à Hong-Kong est en progression.

En tout, la colonie britannique compte quelque six millions d'habitants, dont 98 % d'origine cantonnaise.

Le Canada, une police d'assurance pour les «cerveaux de Hong-Kong»

DANNY VEAR
CORRESPONDANT DU DEVOIR À TOKYO

Hong-Kong — Les cerveaux de Hong-Kong ne cherchent plus désespérément à sortir de la colonie britannique.

A partir de 1989, Hong-Kong a connu une frénésie migratoire attribuée notamment aux événements de la place Tiananmen. On parlait alors d'un véritable «exode des cerveaux». Alors que 45 000 personnes quittaient Hong-Kong en 1988, ce nombre augmentait rapidement après la répression des manifestations étudiantes à Pékin: ils étaient 60 000 personnes à fuir Hong-Kong en 1990 et 66 000 en 1992.

Le pire de la crise serait toutefois passé. En 1993, 54 000 personnes quittaient Hong-Kong.

Le Canada demeure l'une de leurs destinations préférées. De 1990 à 1992, plus de 30 000 Chinois de Hong-Kong ont émigré vers le Canada. En 1990 et 1991, le Québec a accueilli jusqu'à 5 000 d'entre eux. Cette année, il prévoit accueillir moins de 1 000 personnes.

«Hong-Kong demeure un vaste marché de l'immigration. Mais c'est beaucoup plus calme qu'en 1989», explique Gerry Power, du service d'immigration à la Délégation du Québec à Hong-Kong.

En raison de l'incertitude que suscite la date fatidique du 1er juillet 1997, les Chinois de Hong-Kong recherchent toujours une police d'assurance: le passeport canadien est l'une des plus populaires. Si le transfert de souveraineté sur Hong-Kong de la Grande-Bretagne à la Chine devait mal se passer, ils pourraient toujours s'enlever vers de meilleurs lieux.

De plus, un nouveau phénomène viendrait atténuer les conséquences de l'«exode des cerveaux»: leur passeport étranger en poche, un bon nombre d'immigrants de la première heure reviendraient maintenant à Hong-Kong y faire des affaires, explique un porte-parole du gouvernement colonial.

Avocat montréalais, consultant en immigration installé à Hong-Kong depuis 1987, Pierre St-Louis s'occupe de l'immigration au Québec de gens d'affaires ou d'indépendants de Hong-Kong et de Taïwan. Il admet que le «commerce de l'immigration» est moins florissant qu'il y a cinq ans. En 1990, il lui est arrivé de traiter une trentaine de dossiers de citoyens de Hong-Kong par mois à Montréal. «Aujourd'hui, c'est plus tranquille», dit-il.

En fait, le nombre de firmes de consultation en immigration a diminué depuis cinq ans. Au moment de l'ex-

plosion migratoire de l'après-Tiananmen, on pouvait compter environ 200 bureaux ou individus, consultants en immigration plus ou moins improvisés, selon M. Power, de la Délégation du Québec. Aujourd'hui, on en dénombrerait à peine une centaine.

Après certains abus (des candidats à l'immigration ont parfois dû payer jusqu'à 20 000 \$ pour les services d'un consultant qui, au surplus, les a laissés tomber), les Chinois qui veulent émigrer seraient maintenant plus prudents dans le choix de leur conseiller.

Il peut coûter cher d'émigrer au Canada. Sans compter les frais de consultation (au moins 3 000 \$), le candidat doit maintenant déboursier une «taxe de bienvenue» de 975 \$ pour le traitement de son dossier par les autorités canadiennes — mesure contenue dans le dernier budget du ministre des Finances du Canada, Paul Martin.

La mesure fédérale ne devrait pas affecter l'émigration des gens de Hong-Kong, croit l'avocat Pierre St-Louis. «Elle vient simplement s'ajouter aux coûts que les gens sont prêts à payer pour se rendre au Canada», dit-il. L'avocat-consultant prévoit même une reprise de l'émigration hong-kongaise vers le Canada d'ici 1997. Et puis, ajoute-t-il, il suffit d'un geste politique malhabile de Pékin pour relancer la frénésie de 1989.

Le scandale



PHOTO AP

LES MONARCHISTES australiens sont furieux: depuis le début de la semaine, une statue grandeur nature représentant la reine Elisabeth d'Angleterre et son époux le prince Philip — tous deux dans leur plus simple appareil — est exposée à Canberra. Baptisée «Liz et Phil près du Lac», l'œuvre réalisée par l'artiste Greg Taylor montre le couple royal assis sur un banc. Elle a été exposée dans le cadre d'un forum de la sculpture organisé par la municipalité de Canberra, selon laquelle la plupart des visiteurs approuvent cette œuvre. «La reine est le chef de l'État. Canberra est sa capitale et ils mettent cette sculpture pour la tourner en ridicule», a déclaré hier Alan Fitzgerald, porte-parole du mouvement des Australiens pour la monarchie constitutionnelle.

DUHAIME L'homme de confiance de Lévesque

SUITE DE LA PAGE 1

Pour réussir cette mission, le Conseil de la souveraineté du Québec s'établira sur des bases organisationnelles et financières solides. Il aura pignon sur rue à Montréal et mettra sur pied un secrétariat. De l'avis de M. Duhaime, il y a longtemps qu'un tel organisme aurait dû être créé. Pour l'essentiel, il se financera à même les contributions des partisans de la cause souverainiste. Pour l'autre moitié, il fera appel aux subventions du gouvernement du Québec.

Et pourquoi pas, s'exclame Yves Duhaime, en rappelant que le Conseil pour l'unité canadienne est pour une bonne part financé par Ottawa, à même les fonds du Conseil privé, c'est-à-dire le bureau du premier ministre. Mieux encore, dans le passé, le gouvernement libéral de Robert Bourassa et le gouvernement terre-neuvien de Clyde Wells ont tous deux contribué au financement du Conseil pour l'unité canadienne.

Fondé en 1964, le Conseil pour l'unité canadienne s'est donné pour mandat de promouvoir à travers le Canada une meilleure compréhension de la diversité géographique, culturelle, historique et linguistique du pays. Le CUC organise des colloques et des congrès, et dispense des programmes dits éducatifs. Il commence en bas âge l'endoctrinement à la philosophie politique fédéraliste. Il a fondé le Centre Terry Fox, qui accueille chaque semaine 130 étudiants recrutés au sein des 2000 écoles secondaires du Canada. Le CUC est relativement riche. En 1993, il a enregistré des revenus de 3 436 708 \$, dont 1 419 159 \$ provenaient de subventions gouvernementales.

Mais selon Yves Duhaime, la vérité est aujourd'hui bien différente et les sommes consenties par le fédéral au CUC sont nettement plus élevées que le laissent croire ces chiffres officiels. Il soutient que le Conseil privé, pour soutenir le camp du NON dans la campagne référendaire québécoise, a prêté au Conseil pour l'unité canadienne un fort contingent de spécialistes en communi-

cations et en analyses stratégiques, des ressources puisées à même les rangs de la fonction publique fédérale. A son avis, cela représente des sommes faramineuses additionnelles et il ne voit pas pourquoi le gouvernement Parizeau devrait s'indigner de financer la mise sur pied du Conseil de la souveraineté du Québec.

Elu député péquiste de Saint-Maurice, Yves Duhaime a successivement dirigé au sein du gouvernement de René Lévesque les ministères du Tourisme, de la Chasse et de la Pêche, celui de l'Industrie et du Commerce, puis de l'Énergie et des Ressources. Après la démission de M. Parizeau du gouvernement, il est devenu l'homme de confiance de M. Lévesque, qui l'a nommé ministre des Finances.

Licencié en droit de l'Université McGill et diplômé en relations internationales de l'Institut des sciences politiques de Paris, il est surtout doué pour l'administration et les affaires. Il possède sa propre firme d'experts-conseils et il agit comme consultant auprès de la firme Lozeau, Gonthier, Masse et Richard.

À travers ce long cheminement, il n'a rien perdu de ses convictions souverainistes. Plus que jamais, il se sent appelé à la défense de la cause. Que la cote de la souveraineté ne dépasse pas aujourd'hui les 45 % d'intentions de vote au référendum, il ne s'en émeut guère. Il rappelle qu'il a lui-même mordu la poussière à deux reprises, aux élections de 1970 et 1973, et que s'il s'en était tenu aux prédictions des sondages, il ne se serait pas présenté en 1976.

Selon M. Duhaime, il est probablement préférable pour l'instant que le OUI ne recueille pas la majorité des intentions de vote exprimées dans les sondages. C'est ce qui forcera les souverainistes à travailler plus fort pour faire sortir le vote au référendum de l'automne. En attendant, il ne doute pas un instant de la victoire du OUI à un référendum qui portera sur la souveraineté et sur rien d'autre. Quant à l'association économique, croit-il, le Canada anglais n'aura d'autre choix que d'y consentir et cela deviendra rapidement un fait accompli.

CONSEIL

Au moins deux points de désaccord

SUITE DE LA PAGE 1

plus tôt au premier ministre et ministre de la Culture, Jacques Parizeau.

Dans ce plan, le conseil d'administration disait croire que Radio-Québec devait renouer avec sa mission éducative et abandonner progressivement la publicité traditionnelle.

Le premier ministre, de son côté, venait de former un comité d'experts, chargé de jouer un rôle semblable, soit de lui soumettre au début juin un projet de mission pour Radio-Québec. Quelques jours plus tard, M. Parizeau annonçait que le président du comité, Jean Fortier, devenait également président de Radio-Québec.

Avant même d'avoir complété son travail, M. Fortier prenait déjà, mercredi, ses distances des recommandations du conseil d'administration. M. Fortier déclarait être en désaccord avec au moins deux des positions du conseil d'administration: d'abord, il n'écarte pas la publicité.

Ensuite, contrairement au conseil d'administration qui recommandait d'abandonner l'aspect quantitatif des auditoires comme seul critère de performance, M. Fortier n'exclut pas la question des cotes d'écoute, même s'il en nuance l'importance.

M. Fortier a également insisté, au cours des récents jours, sur l'information régionale qu'il faut développer. Le rapport du conseil d'administration n'emprunte pas cette voie. Hier, son ex-président, M. Lapointe, a expliqué qu'il était tout à fait en faveur de l'information régionale mais, forcé de trouver des solutions avec de sévères compressions budgétaires, il avait décidé de s'en tenir à l'analyse.

Le conseil d'administration avait opté pour une vision relativement large du mandat éducatif, en considérant, par exemple, que le téléroman *Zap* était éducatif. Le nouveau président de Radio-Québec n'a pas encore précisé sa pensée mais cette question sera au cœur de son rapport, à n'en point douter.

Il revient au gouvernement de remplacer les membres démissionnaires, qui avaient été nommés sous le précédent gouvernement libéral. L'ex-présidente, Françoise Bertrand, forcée de démissionner en janvier dernier, avait également été nommée par les libéraux.

MBA La dernière étape

SUITE DE LA PAGE 1

rospective sur le travail de son père, organisée en 1988, soit au moment du quarantième anniversaire du mytique manifeste automatiste, Refus global.

Mme Borduas avait alors proposé au MBA d'acquiescer ses œuvres. Elle a fait faire une évaluation marchande de ses trésors et l'établissement a suivi avec deux autres évaluations qui ont finalement abouti à une proposition d'achat, acceptée par la fille du peintre, à l'automne 1989. «Je devais les vendre, explique-t-elle. Je n'avais pas les moyens de les entretenir et certaines toiles commençaient à se détériorer.» Une bonne partie des autres toiles déjà présentes dans la collection du MBA provient également de la famille du peintre. Elles ont été cédées dans les années soixante et soixante-dix, soit par la veuve, soit par le fils du peintre (Paul).

Renée Borduas, elle, avait donc conservé son héritage pendant près de trente ans. Elle a été payée par le MBA en plusieurs versements, échelonnés jusqu'à tout récemment. Mais le MBA espère encore se faire rembourser en tout ou en partie cette acquisition, par Québec, comme l'a laissé comprendre M. Parizeau dans son intervention. Le récent achat de la collection Lavalin par le Musée d'art contemporain de Montréal, financé par l'ancien ministère des Affaires culturelles, offre d'ailleurs un précédent plus ou moins semblable.

Le ministre de la Culture a d'ailleurs fait d'autres révélations à ce sujet: «Ils voudraient financer cela avec une grande exposition, mais ça implique que le gouvernement allonge pas mal d'argent sur la table. (...) Je sais qu'on aurait voulu que je règle ça rapidement, mais ce n'est pas possible.»

«Nous en sommes à la dernière étape et j'espère qu'on va trouver un terrain d'entente», se contente de dire Pierre Théberge, directeur du MBA.

Les toiles du Fonds Renée Borduas n'ont pas été exposées depuis 1988. Mais une des conditions de la vente au MBA spécifie que le musée devra consacrer une de ses salles à une exposition permanente des œuvres. «Je n'ai pas encore signé la quittance, dit l'héritière. Il y a encore quelques détails à régler.»

LE DEVOIR

LES BUREAUX DU DEVOIR SONT OUVERTS
DU LUNDI AU VENDREDI DE 9H00 À 16H30
2050, RUE DE BLEURY, 9^E ÉTAGE, MONTRÉAL (QUÉBEC) H3A 3M9
RENSEIGNEMENTS ET ADMINISTRATION: (514) 985-3333

PUBLICITÉ
AVIS PUBLICS (514) 985-3344
ANNONCES CLASSÉES (514) 985-3344
PUBLICITÉ (514) 985-3399 / télécopieur (514) 985-3390
NUMÉRO SANS FRAIS 1-800-363-0305

Les numéros de téléphone suivants
sont valables pour le service
de livraison par candelot ou
pour les abonnements postaux.

SERVICE DES ABONNEMENTS
DU LUNDI AU VENDREDI DE 8H00 À 16H30
Montréal (514) 985-3355 / télécopieur (514) 985-3390
Extérieur (sans frais) 1 800 463-7559